MARIE-LAURE MEYER

QUI VEUT TUER LA DÉMOCRATIE?

DENOËL IMPACTS

Extrait de la publication

Qui veut tuer la démocratie ?

Extrait de la publication

Marie-Laure Meyer

Qui veut tuer la démocratie ?

DENOËL
IMPACTS

Extrait de la publication

Ouvrage publié sous la direction
de Guy Birenbaum

© 2003, by Éditions Denoël
9, rue du Cherche-Midi, 75006 Paris
ISBN : 2.207.25470.4
B 25470.8

PRÉFACE

« Il y a deux façons de faire de la politique. Ou bien on vit "pour" la politique, ou bien "de" la politique », écrivait Max Weber. Engagé, émouvant, ce livre est celui d'une femme de conviction, qui vit « pour » la politique. Être disponible pour ses concitoyens, se battre quotidiennement pour faire progresser la justice sociale, agir avec abnégation pour construire un vivre-ensemble plus convivial et plus fraternel : oui, l'engagement politique peut être noble et désintéressé, et c'est ce que vient utilement rappeler ce témoignage. Celles et ceux qui chaque jour investissent leur énergie dans l'action publique y retrouveront les interrogations et les doutes qui sont au cœur de leur pratique : comment être efficace ? Comment décider et agir ? Comment se « bagarrer contre le temps et la complexité », pour reprendre les mots justes de Marie-Laure Meyer ? Comment associer véritablement tous les habitants aux décisions, loin de certains simulacres

Extrait de la publication

de concertation ? Notre démocratie est vivante grâce à l'engagement de ces milliers d'élus, souvent anonymes, qui la servent avec passion.

On croyait connaître le coût de cet engagement : les réunions tardives, la difficulté à rendre compatible son emploi du temps avec sa vie familiale, particulièrement quand on est une femme ; les angoisses aussi et les frustrations, tous ces sacrifices que Marie-Laure Meyer décrit avec pertinence.

Mais à Nanterre, le prix de la démocratie s'est révélé plus lourd encore. Des élus du peuple ont été abattus dans l'exercice de leurs fonctions. Drame insupportable que Marie-Laure Meyer décrit avec une lucidité remarquable et une pudeur qui force l'admiration.

Dès lors, surgissent des interrogations essentielles : pourquoi une telle profanation de la démocratie ? Comment la haine des politiques peut-elle gagner certains de nos concitoyens, jusqu'à les pousser au crime ? Surtout, comment restaurer notre vie démocratique ?

En ouvrant ce débat, en explorant des pistes, en refusant de renoncer, ce livre résonne aussi comme un formidable message d'espoir. Celui que délivre une femme touchée dans sa chair et dans sa conscience, mais dont la force de l'engagement demeure intacte.

BERTRAND DELANOË

AVANT-PROPOS

Au matin du 26 mars 2002, j'étais une simple élue comme il y en a environ cinq cent mille en France. Deuxième adjointe au maire de Nanterre chargée de l'emploi, du développement économique et de la voie publique, j'étais également présidente du groupe des élus socialistes au conseil municipal. Le 26 mars, je n'étais ni une cible, ni une victime, ni une rescapée, juste une élue socialiste obstinée et un peu surbookée.

J'ai adhéré au Parti socialiste après la défaite de la gauche aux élections législatives de 1993, alors que s'amorçait le pourrissement politique de la fin des années Mitterrand. Je souhaitais participer, à mon niveau, au renforcement de la démocratie qui est le meilleur rempart contre la dictature, que ce soit celle d'un homme ou celle d'une oligarchie, et surtout proposer des réponses au problème de l'emploi qu'il fallait résoudre pour préserver la paix civile, l'égalité entre les citoyens et la dignité de tous.

Extrait de la publication

Lors de la campagne pour les élections municipales de 1995, après avoir participé à un groupe de travail consacré aux solutions locales pour l'emploi, le candidat du Parti socialiste m'a proposé le poste d'adjoint chargé de l'emploi qu'il souhaitait créer en cas de victoire. J'ai accepté, assez inquiète mais consciente de l'opportunité qui m'était offerte de mettre en pratique mes idées en matière de lutte contre le chômage. Une fois les élections remportées et les postes d'adjoints distribués, il a fallu se mettre à la tâche. Il y a beaucoup de chômage à Nanterre, avec un nombre important de gens en chômage de longue durée, voire en situation précaire, les dispositifs sont complexes, les relations entre élus, même au sein d'une majorité commune, souvent âpres. Après que la majorité sortante a été reconduite lors des élections municipales de 2001, j'ai souhaité conserver mon poste d'adjointe au maire.

De l'anonymat à la cible

Le 26 mars au soir, j'étais avant tout préoccupée par des problèmes locaux et personnels. Comment avancer plus vite pour apporter de l'aide aux demandeurs d'emplois et aux personnes en recherche de formation ? Comment mettre en place un plan de déplacements urbains ? Combien de soirées ai-je passées avec mes enfants dans la semaine ? Quand a lieu la prochaine réunion de groupe, la prochaine

Extrait de la publication

réunion de section du PS ? Pourquoi la campagne électorale de Lionel Jospin ne décolle-t-elle pas ? – je suis bénévole à l'atelier de campagne, chargée de gérer les chaises, les micros et les cendriers de la grande salle de réunion. Combien de temps je me fixe pour retrouver du travail et arrêter de ne faire que du bénévolat ?

Le 27 mars au matin, j'étais brutalement devenue un symbole. Dans la nuit, un jeune homme de trente-trois ans, Richard Durn, avait ouvert le feu lors d'une réunion du conseil municipal de Nanterre à laquelle je participais. Comme tous les autres élus, j'étais projetée sous les feux des projecteurs, je recevais de plein fouet les larmes de ma famille, de mes amis, de milliers d'inconnus me disant : « Pourquoi ? C'est de la folie, il n'avait pas le droit. » Et je restais sidérée de la violence du choc, de l'importance des questions qu'il posait sur le rôle et la place des élus, sur leur responsabilité et celle des citoyens, sur la personnalité du tueur, sur ce que tout cela signifiait. Huit de mes collègues étaient morts, dix-neuf étaient blessés, certains étaient handicapés à vie, tous les survivants étaient traumatisés, démolis par la violence de ce qui venait de se passer

Je n'ai jamais considéré être suffisamment importante pour être tuée ou adorée. Ma conception de l'élu est très éloignée de ceux qui voient leurs élus comme des demi-dieux, détenteurs de pouvoirs particuliers qui leur permettraient de résoudre les pro-

Extrait de la publication

blèmes des uns et des autres. J'ai simplement l'ambition d'être un élu qui, par un contact quotidien avec ses administrés, veille à l'application équitable des lois votées démocratiquement et s'efforce de les améliorer. Un élu qui facilite le « vivre ensemble » en somme.

Bien sûr, comme tous les membres du conseil municipal, je me suis interrogée sur mon mandat, la réalisation des promesses de campagne, mon comportement envers Richard Durn lors de nos rencontres. De cette réflexion, il n'est pas ressorti de quoi justifier une tentative de meurtre.

Fait divers ou fait de société?

Voir assassiner des gens qui assumaient consciencieusement leurs responsabilités au service d'autrui m'a amenée à réfléchir à ce que nous représentons, à dépasser le fait divers pour essayer de comprendre le fait de société, à ne pas me contenter d'une lecture médicale de la maladie mentale, mais à me concentrer sur une lecture sociale et politique qui englobe celle de la responsabilité des élus et des citoyens.

Cette réflexion, je l'ai entamée dans ma chambre d'hôpital, puis je l'ai formulée lors des interventions publiques qu'il m'a été donné de faire. À la suite de la diffusion à la télévision de *Comme un coup de tonnerre*, le documentaire réalisé pendant la campagne de Lionel Jospin et dans lequel on me voit remercier

Extrait de la publication

le conseil politique du Parti socialiste de sa solidarité à l'égard des victimes de la tuerie, j'ai reçu de nombreuses lettres témoignant d'une évolution de l'image des élus chez les Français. Pourquoi ces morts, nos morts, pesaient-ils si lourd dans l'opinion ? Pourquoi réduire à la folie d'un homme ce carnage froidement exécuté et ne pas prendre le temps de réfléchir aux causes profondes ou indirectes de ce geste ? Quels coupables ? Quels complices ? Quelles responsabilités ?

Quand le président de la République, sur proposition du maire de Nanterre, a décerné la Légion d'honneur aux élus décédés – ce qui était bien le moins que l'on pouvait faire pour leur famille – et aux neuf personnes qui avaient maîtrisé le forcené, je l'ai publiquement interpellé comme beaucoup d'autres élus : comment pouvions-nous tous être visés comme des symboles et seulement certains d'entre nous reconnus pour des actes individuels ? Comment, alors que le conseil municipal siégeait en séance publique, qu'un homme avait essayé de nous tuer un par un, allant jusqu'à achever les blessés, pouvions-nous être divisés entre victimes spectatrices et héros actifs ? Et la reconnaissance de la Nation ignore-t-elle tous les élus et fonctionnaires présents qui ont, en fonction de leur emplacement dans la salle et de leur état physique, protégé les victimes, alerté les secours, assisté les mourants, soutenu les survivants ?

Extrait de la publication

Je n'ai jamais eu de réponse. J'ai assisté à la cérémonie de remise des décorations à l'Élysée, par respect pour les familles des victimes et pour honorer le courage de ceux qui ont réussi à empêcher que d'autres soient tués ou blessés. J'ai souffert, profondément, de ne pas pouvoir témoigner de mon admiration à tous les élus et les fonctionnaires rescapés qui, sans faillir à aucun moment, ont assisté les victimes, réconforté les survivants, accueilli les familles, organisé les cérémonies funèbres auxquelles les blessés n'ont pu assister. La République est bien pingre dans sa reconnaissance. Ou bien la classe politique qui la sert est-elle surtout soucieuse de réduire la tuerie de Nanterre à un fait divers simpliste avec ses victimes et ses héros ?

Le 14 juillet 2002, un jeune militant d'extrême droite tirait sur le président de la République. Le 6 octobre 2002, à peine six mois après la tuerie de Nanterre, le maire de Paris Bertrand Delanoë était poignardé. Un fou de plus, me direz-vous ! Que font donc les psychiatres ? Mais ces actes ne seraient-ils pas plutôt les symptômes d'une maladie de tout notre corps politique et social ? Une maladie mortelle pour notre avenir et que beaucoup ne voudraient pas admettre parce qu'elle nous menace tous ?

Alors, aujourd'hui, je prends le risque de la parole et j'ouvre ce débat.

Extrait de la publication

1.

QUI VEUT TUER LA DÉMOCRATIE ?

Un début de conseil ordinaire

Le 26 mars 2002, nous nous réunissons pour un conseil municipal ordinaire. L'ordre du jour a été validé deux semaines plus tôt en bureau municipal : les dossiers du budget, les travaux dans les rues, les écoles et les gymnases, les vacances des jeunes, la sécurité... Un ordre du jour classique, comme tous les ans à la même époque. Il s'agit de traduire en chiffres des priorités fixées lors de longues soirées de discussion où se sont affrontées les convictions des uns et l'obstination des autres pour faire avancer ce qui justifie de passer tant de soirées hors de chez nous.

À dix-neuf heures, je descends en salle du conseil les bras chargés de courrier à signer et de revues à lire. Le conseil est un moment de démocratie formelle assez rigide. Le public a le droit d'écouter mais pas de participer. Il s'agit donc surtout d'expli-

Extrait de la publication

cations de votes, de réponses aux questions de l'opposition, de prises de parole pour le principe. Les débats sont intéressants sur certains sujets, pour le reste, autant en profiter pour répondre au courrier des Nanterriens.

Dans le couloir, j'embrasse Louisa, maire adjointe chargée de l'enfance. Nous étions déjà amies avant d'être élues sur des listes différentes. Elle a encore oublié son agenda. Depuis le temps que nous devons déjeuner ensemble et que nous n'arrivons pas à fixer une date ! Nous courons toutes deux entre mairie, travail et enfants – elle est avocate, je fais de la formation et du conseil en vacation – avec des semaines dont on ne voit plus ni le début ni la fin. Car le week-end aussi est très chargé quand on est maire adjoint. Je salue mes collègues, majorité, opposition, nous avons des relations correctes, parfois amicales, surtout quand nous nous connaissions avant de faire de la politique, même si nos convictions s'affrontent souvent pendant les débats.

La salle du conseil est massive et vieillotte. Le maire et les adjoints trônent face au public, perchés sur une estrade, les conseillers municipaux sont sagement alignés en contrebas sur deux rangées en arc de cercle et les spectateurs sont installés sur des fauteuils en gradins surplombant la salle. Le tout dans un mélange de revêtement moquetté orange vif et marron. Derrière notre tribune, sont installés

Extrait de la publication

les directeurs généraux et le personnel technique à proximité d'une petite porte donnant accès aux bureaux et s'ouvrant vers l'intérieur de la salle. Devant nous, en haut des gradins, une large porte vitrée permet la circulation du public et donne sur un parvis qui relie la salle du conseil et la salle des mariages.

Le conseil a débuté en retard, comme toujours. Quelques élus sont absents, Olivier nous rejoint à vingt-trois heures, tout sourire, en disant « Je ne vais pas vous laisser travailler sans moi. » Les questions défilent, le débat sur le budget est laborieux, l'opposition s'oppose, les Verts essaient de trouver un espace comme opposition « de gauche ». C'est peu convaincant, ça donne l'impression d'un ballet convenu et mal réglé. Est-il vraiment nécessaire d'y mettre autant de hargne, de violence ? Pourquoi ont-ils tant de mal à accepter le résultat des élections ? C'est vrai que cela doit être frustrant d'être dans l'opposition. La soirée s'éternise, les débats sont souvent davantage une succession d'exposés que des échanges, même si certains sujets ne s'y prêtent pas vraiment. D'ailleurs à minuit et demi, Christian s'en va en criant son ras-le-bol. « J'ai du travail demain, je vais me coucher. »

Toute la soirée, j'envie mes collègues conseillers qui peuvent grignoter des petits gâteaux, sortir sur le parvis, discuter avec le public. L'opposition ne s'en prive d'ailleurs pas, leurs sympathisants les

Extrait de la publication

rejoignent souvent, ils se concertent, se soutiennent. Nous les adjoints, nous sommes scotchés à notre tribune, face au public et aux conseillers. Nous sortons juste de temps en temps par l'arrière pour aller aux toilettes, certains pour fumer. Vers une heure du matin enfin cela se termine, le rythme s'accélère, les décisions, très techniques, ne suscitent pas de débat, il est plus tôt que d'habitude. Nous allons enfin pouvoir dîner au self d'une salade et d'une viande froide puis aller nous coucher. La prochaine journée de boulot va encore être très longue après une nuit si courte.

Un spectateur s'est levé et a tiré

Le maire se lève, annonce la fin du conseil, je me baisse vers mon sac pour y ranger mon agenda. Et puis un bruit sourd et des cris « Couchez-vous ! », « C'est des pétards ! » « Arrête, Richard ! ». Je découvre Michel couché par terre, le cou en sang, mes collègues à quatre pattes, le bruit se répète, je relève la tête et je le vois, Richard Durn, un militant de gauche que nous connaissons tous, trésorier local de la Ligue des droits de l'homme, debout au bas des gradins en position de tir, bras tendu, une arme à la main, le regard fixe. Et je replonge sous le pupitre en attrapant au passage mon collègue et voisin de tribune Laurent qui restait assis, en hurlant : « Richard, arrête tes conneries ! » Je crie à

Extrait de la publication

Laurent : « Couche-toi, ce ne sont pas des pétards, ce sont des balles ! »

Je le sais, mécaniquement, par réflexe. Ma formation de conductrice d'ambulance de réserve me revient à l'esprit : s'allonger par terre pour éviter les tirs, s'occuper des blessés, identifier les urgences, apporter les premiers secours. Le bruit des balles continue, sans arrêt perceptible même quand le tireur recharge. Combien en a-t-il encore ? Le temps que je réfléchisse, Gérard a empoigné son fauteuil en criant : « Il va tous nous tuer, ce con ! » et l'a lancé à la tête du tireur qui continue de tirer. Les hurlements dans la salle sont atroces, ne pas s'y intéresser, agir, vite. Je commence à faire le tour à quatre pattes des adjoints blessés. Michel me dit que ça va, je passe aux suivants. Jacqueline, le maire, n'a rien, André est conscient, Jacotte... Jacotte est morte. Je m'arrête, atterrée : comment te dire au revoir ainsi ? Il faut s'occuper des vivants.

Ne pas réfléchir, continuer à avancer, je suis abasourdie par l'état des élus que je découvre : Jean-Pierre, Louisa... Au bout de sa rangée, Patrick, un conseiller municipal, appelle à l'aide en se tordant de douleur, touché au ventre et au bras. Philippe, qui s'est jeté sur Richard Durn pour l'arrêter, est gravement blessé au ventre. Arqué au sol par la souffrance et le choc, il n'arrive même plus à crier. Qui a le plus besoin de moi ? Je choisis Philippe parce qu'il est à deux doigts de perdre conscience.

J'ai peur qu'il ne fasse une crise cardiaque et je récite mentalement : blessure au ventre, comprimer, redresser, attention, vérifier le dos pour ne pas léser la colonne vertébrale. J'essaie d'oublier les cris : « Ça y est on le tient ! » « Salaud ! » J'appelle au secours les élus médecins : Jacqueline, Laurent... Où sont-ils ? Des gens courent, personne ne s'arrête, je ne vois que des jambes, du sang et des corps. La voix de Sylvie, une autre adjointe, crie : « Ne le tuez pas ! » « Attachez-le ! » Je tente de toutes mes forces de me concentrer sur ce que je veux faire, sur ce que je dois faire.

Alors je me place accroupie à la tête de Philippe pour essayer de le redresser. Et de l'amas formé par le tireur et ceux qui ont réussi à l'immobiliser, je vois, à un mètre cinquante, une arme pointée, je me baisse instinctivement, la balle frappe mon épaule et me projette contre la paroi deux mètres derrière moi. Richard Durn avait encore une arme. Mon bras pend inutile, le sang ruisselle, plus moyen de redresser Philippe, je ne peux plus rien faire. Je pars en roulé-boulé vers la porte entrouverte derrière moi, dégringole les cinq marches, puis me relève et monte à l'étage supérieur demander des secours : blessures abdominales par balle, besoin de matériel lourd, réanimation, transfusion. Soudain, quelqu'un m'arrête, « Vous êtes couverte de sang », m'oblige à m'allonger dans le bureau du maire, m'empêche de redescendre. Je pense toujours à

Extrait de la publication

Le 27 mars 2002, Marie-Laure Meyer, adjointe au maire de Nanterre, siégeait dans la salle du conseil municipal quand Richard Durn a ouvert le feu sur l'assistance : huit morts, dix-neuf blessés dont elle, certains avec des handicaps définitifs et tous les survivants traumatisés, profondément choqués par cette violence.

Avant ce drame, elle était une élue socialiste anonyme préoccupée avant tout de problèmes locaux. Comment apporter de l'aide aux demandeurs d'emploi ? Comment mettre en place un plan de déplacements urbains ? Quel développement économique pour la ville ?

Un an après les faits, Marie-Laure Meyer a voulu apporter avec pudeur ses réponses aux questions que cet acte continue de poser. Elle revient donc sur son engagement, sur le rôle et la place des élus, sur leurs responsabilités et celles des citoyens, sur la personnalité du tueur et, plus profondément, sur la signification de l'exécution froide et programmée d'un conseil municipal tout entier. Car abattre des élus, c'est tuer un peu de démocratie, c'est s'attaquer au socle de la paix civile.

Marie-Laure Meyer, 44 ans, est deuxième adjointe au maire de Nanterre. Elle préside le groupe des élus socialistes au conseil municipal.

Photo de couverture :
© Wojazer/Reuters.

B 25470.8 03.03
ISBN 2.207.25470.4
14 €

Extrait de la publication